CINQUIÈME ANNÉE

LE NUMÉRO 5 CENTIMES

# L'Egalité
## DE ROUBAIX-TOURCOING

CINQUIÈME ANNÉE

LE NUMÉRO 5 CENTIMES

RÉDACTION
13, Rue des Champs, 13
ROUBAIX

ADMINISTRATION
13, Rue des Champs, 13
ROUBAIX

ABONNEMENTS

| | Trois mois | Six mois | Un an |
|---|---|---|---|
| Nord et Départements limitrophes. . . . . | 4 fr. 50 | 9 fr. | 18 fr. |
| Autres Départements. . . . . | 5 fr. 50 | 11 fr. | 22 fr. |

N° 5 Jeudi 5 Janvier 1899 N° 5

ANNONCES
Les Annonces sont reçues à la *Société Générale de Publicité*, 7, rue Drouot. Paris (Téléphone 211.53), et dans ses succursales :
LILLE, 28, rue Faidherbe
et dans les bureaux de l'Administration du journal

## Querelle d'Allemand

L'Administration de la « Presse Populaire » voulant augmenter encore le concours apporté par le REVEIL DU NORD et l'ÉGALITE à la propagande socialiste en créant des éditions spéciales aux arrondissements de Valenciennes, Douai, Cambrai, etc..., a dû réduire au strict minimum de hauteur, la partie permanente *(ne varietur)* du titre de ses journaux existant ou en formation.

La multiplicité des éditions nécessite, en effet, la confection d'autant de clichés de la troisième page et les journaux ne pourraient être expédiés par les premiers trains du matin, si une heureuse combinaison de titres, ne permettait de limiter à un seul flanc la reproduction de la première page.

C'est pourquoi la manchette « Journal Socialiste Quotidien » a été supprimée, l'Administration estimant, d'accord en cela avec le plus vulgaire bon sens, que si l'étiquette ne peut faire préjuger de la valeur ou de la qualité d'une marchandise, le titre dont un journal se décore ne donne pas à celui-ci sa véritable signification politique.

Nous souhaitons que ces essais dont l'excellence, quant à l'application pratique, n'est pas encore démontrée, réussissent, car ils nous permettraient de donner aux militants du Parti Ouvrier de Douai, de Valenciennes, de Cambrai, — et d'ailleurs — les éditions qu'ils sollicitent.

Mais nos adversaires, toujours à l'affut des moindres incidents susceptibles de troubler dans leur légitime et fière *intransigeance politique ceux de* nos amis trop crédules, se sont armés de cette modification toute matérielle — et à laquelle la rédaction est restée étrangère, — pour insinuer que le REVEIL DU NORD et l'ÉGALITÉ avaient cessé, depuis le premier janvier, d'être des journaux socialistes !

La *Croix du Nord*, notamment, s'est jetée sur cette aubaine qu'elle a véliculée dans son édition roubaisienne, essayant encore, — la pétroleuse ! — d'aviver le feu des critiques de ses amis près des notres, en insinuant, avec sa coutumière bonne foi, « que les juifs avaient décroché notre manchette politique comme une enseigne qui sonne mal et qui fait tort à la vente !!! »

La très chrétienne feuille aurait mis le comble à la facétie grotesque si elle eût ajouté que nous cessions d'être « quotidien » puisque le mot « quotidien » est supprimé dans le titre que nous expérimentons.

Comme ce serait perdre notre temps que de demander à la *Croix du Nord* pourquoi elle ne se sous-intitule pas « journal clérical », et aussi pourquoi le *Progrès*, la *Dépêche*, et l'*Echo* ne font pas davantage panache, en manchette, de leurs opinions respectives, nous aimons mieux en finir avec la «querelle d'allemand» qui nous est cherchée, en rappelant à nos coreligionnaires et amis que la direction politique des organes de la «Presse Populaire», dans le Nord, est confiée à un Comité dont font partie, notamment, les citoyens Jules GUESDE, DELORY, CARRETTE, SEVER, H. GHESQUIERE, DELESALLE et le Rédacteur en chef du REVEIL DU NORD et de l'ÉGALITÉ.

D'autre part, il n'y a qu'à la *Croix* qu'on ignore que ce Comité limite lui-même ses pouvoirs à l'observation stricte des décisions des Congrès nationaux et régionaux du Parti Ouvrier Français, quant à la politique générale, et aux inspirations du Comité fédéral, quant à la politique locale.

Les fauteurs de division sont donc confondus, — et rien n'était plus aisé.

Mais puisque nous sommes ainsi amenés à nous expliquer sur la ligne politique du REVEIL DU NORD et de l'ÉGALITE, nous ne voulons pas laisser passer l'occasion de répondre aux insinuations qui tantôt nous représentent comme les esclaves de la Franc-Maçonnerie, tantôt comme les salariés et les agents des Juifs.

Or, nous sommes simplement les instruments imparfaits, sans doute, mais ardents et convaincus du Parti Ouvrier Français, dans la région.

Nous avons toujours tenu, très haut, ici, depuis 1895, le drapeau de la Révolution Sociale et c'est injurier gratuitement le Comité de Direction et la Rédaction, que de les supposer capables, aujourd'hui, d'incliner ce drapeau devant quelque puissance que ce soit.

Au surplus, nous mettons quiconque au défi de découvrir dans nos écrits, dans les comptes-rendus de nos conférences déjà bien nombreuses, une ligne, un mot qui soit en contradiction avec les principes collectivistes.

Avec notre nouvelle administration, — où, soit dit en passant, il n'y a pas un seul juif, et bien que cette collaboration n'ait pu nous effrayer ou nous troubler si elle s'était offerte, — avec notre nouvelle administration, nous restons ce que nous étions avec l'ancienne : des socialistes révolutionnaires qui préféreraient briser leur plume, plutôt que de céder à des considérations d'intérêt personnel.

Que nos adversaires, — gens sots ou gens faux, — se le tiennent dit, une fois pour toutes.

G. SIAUVE-EVAUSY.

## Une Fumisterie Pitriotique

On sait que quelques individualités du monde des lettres et des arts, justement soucieuses de se distinguer de MM. Déroulède, tambour-major, et Millevoye, caporal-tambour de la Ligue des Patriotes, ont décidé de fonder une Ligue de *la Patrie Française*.

La distinction est dure pour MM. Déroulède, Millevoye et leurs tenants qui semblent ainsi être suspectés d'appartenir à une Ligue des Patriotes... prussiens !

Mais ce n'est pas à ce propos que nous voulons discuter. Que les batteurs de grosse caisse se mangent entr'eux ! C'est leur affaire.

Nous voulons mettre simplement en relief la façon de recrutement pratiquée par la concurrence qui vient de s'établir en face de la maison Déroulède et Cie.

La dite concurrence — qui ne se mouche pas du coude, — a inscrit au nombre de ses clients de la première heure M. Louis Havet, membre de l'Institut.

Or, M. Havet, avec une éloquence et une énergie rares, se défend de la promiscuité qu'on lui a imposée, sans son assentiment, par une lettre qu'il a rendue publique, que nous avons analysée hier, dans nos dépêches, mais dont nous tenons à mettre le texte intégral sous les yeux de nos lecteurs, car il est vraiment édifiant.

Voici ce morceau de choix. Nous le livrons surtout aux méditations de notre excellent ami Bonnier, pour le cas où il ne s'y serait pas encore arrêté. La lettre est adressée au directeur du *Temps* :

Monsieur le Directeur,

A mon extrême surprise, je me vois nommé *dans le Temps du 1er janvier à propos de la Ligue* dite de la « Patrie Française ». En vérité, je n'ai rien fait pour mériter cette mention. Je n'ai point souscrit *en l'honneur de* Henry, comme tel des premiers fondateurs. Je n'ai donné ma signature qu'à des manifestes ne contenant aucune phrase à double sens. Je n'ai fait servir à des usages équivoques ni le nom de *France* ni le mot de *Patrie*.

De quel droit M. Brunetière prétend-il utiliser mon nom ? De quel droit l'oppose-t-il à celui de Jaurès ? Je n'ai rien de commun avec l'honorable M. Brunetière ; c'est avec Jaurès que je suis, et que je suis de tout mon cœur. J'ai lu et relu son admirable livre, *les Preuves*, ce chef-d'œuvre de droiture, de raison et d'éloquence ; je l'ai fait lire, je l'ai prêté, je l'ai envoyé à des ouvriers, à des bourgeois, à des prêtres. Là où seule la conscience a la parole, je suis avec le socialiste Jaurès comme avec le royaliste Kerohant, comme avec le catholique Viollet et le protestant Pressensé.

L'*apaisement*, je le désire comme M. Brunetière, mais l'apaisement vrai, celui qui donnerait au pays — manière implacable et une sévérité inflexible. Les *bases historiques* de la patrie française, j'y crois comme M. Brunetière : seulement j'appellerai de ce nom une politique franche, une justice défendue par l'autorité des penseurs qui pensent droit, des écrivains qui n'emploient les beaux mots que pour les belles choses, et enfin, — car c'est la question qu'il faut le moins esquiver ici, ici, c'est moi qui parle de nos institutions militaires, avec amour et avec respect, — une *haute armée* composée d'officiers sans tache.

De la nouvelle *Ligue* je n'attends rien de net, rien de sain, rien de français. Comment accepterais-je les dangereuses avances d'un de ses membres, si courtoises qu'elles puissent être ? Je tiens, puisqu'on m'a mis en cause, à ne pas devenir complice par le silence ; c'est pourquoi je vous prie, et au besoin vous requiers, d'*insérer cette réponse*.

Veuillez agréer, monsieur le directeur, l'expression de ma haute considération.

Louis HAVET,
Membre de l'Institut.

Nous nous garderons bien de commenter cette profession de foi d'un grand et honnête « intellectuel ! »

Elle se passe, d'ailleurs, de réflexions. Mais ce qu'il nous est permis de remarquer, c'est qu'elle est un formidable coup de massue sur la tête de l'avorton que les Brunetière et les Lemaître — reniant Déroulède et Millevoye, mais plagiant Norton, — avaient baptisée pompeusement « Ligue de la Patrie Française ».

Encore une fumisterie pitriotique à l'eau !

Passez à un autre exercice, Messieurs...

G. S.-E.

## Echos & Nouvelles

On s'est demandé ce que pouvait bien être un M. Antheunis dont le nom figure à côté de celui de Beethoven sur les affiches de l'Opéra-Comique pour la reprise de *Fidelio*. M. Antheunis n'est pas un librettiste ordinaire et sans histoire...

Il est juge de paix à Bruxelles, et profite des loisirs que lui laisse la magistrature pour « cultiver les arts ». Ses aptitudes sont multiples ; il écrit des vers flamands, français, les met lui-même en musique et les chante d'une très belle voix de baryton. Il réunit donc les trois qualités indispensables au fidèle traducteur, étant à la fois écrivain, musicien et chanteur.

Et par-dessus le marché juge de paix !

—o—

Le directeur de l'un des plus importants journaux des Etats-Unis, à court d'article sensationnel, eut l'idée d'écrire dernièrement à l'empereur d'Allemagne pour lui proposer de lui «faire une colonne de copies» sur les conséquences de la guerre hispano-américaine. Il joignait à sa lettre un chèque de 25.000 francs à titre d'honoraires.

Notre audacieux confrère n'attendit pas longtemps la réponse.

Le chèque lui fut retourné par le courrier suivant, accompagné d'un mot très sec de l'ambassadeur d'Allemagne à Washington, l'informant que « Sa Majesté n'avait ni le désir ni le temps de s'occuper de journalisme.

Maintenant, si l'on demande un remplaçant...

*NOUVELLES A LA MAIN*

L'autre jour, notre ami Crétinot achetait un tableau au peintre E...

— Vous allez mettre votre signature, dit-il à l'artiste, qui est en train de terminer son œuvre.

— Certainement.

— Et surtout, qu'elle soit *authentique*.

## Deux grands Artistes, par Ed. Cardinal

**Drumont dansant « la bamboula » anti-sémite pendant que Rochefort joue de l'orgue... *barbare*.**

## CHRONIQUE
### AU TEMPS DE LA COMMUNE

**Notes et Souvenirs**

Dans le journal *Le Combat* du 17 octobre, Félix Pyat dénonçait la trahison de Bazaine.

*Le gouvernement* de la défense nationale, continuant le système de mensonges que l'empire avait si bien employé pour dissimuler ses défaites, fit insérer une note à l'*Officiel* pour contredire l'article du *Combat* et pour inciter le peuple de Paris à tirer vengeance de celui qui se permettait d'accuser « *le glorieux soldat de Metz de déshonorer le pays par une trahison.* »

Quelques heures après la publication de cette note d'autant plus odieuse et mensongère, que le gouvernement possédait la dépêche annonçant la reddition de Metz ; la foule se précipitait vers les bureaux du *Combat*, brisait les presses et recherchait Félix Pyat pour le massacrer.

Le 29 octobre, un rapport militaire annonçait la prise du Bourget.

Le 30, on apprenait que faute de secours, faute d'artillerie, les vainqueurs du Bourget avaient été exterminés par l'ennemi, revenu en nombre avec des troupes fraîches qui avaient eu facilement raison de nos malheureux soldats, épuisés par le rude combat de la veille.

***

Ces désastreuses nouvelles nous firent provoquer le 30 octobre au soir, au café de la Mairie, boulevard Voltaire, une réunion à laquelle assistaient les citoyens Blanqui, Eudes, Flourens, Millière, Félix Pyat, deux ou trois chefs de bataillon et moi.

Interpellé pour savoir comment il avait pu connaître la reddition de Metz, Pyat répondit la tenir de Flourens, lequel, à son tour, déclara l'avoir apprise par un membre du gouvernement qui avait eu la dépêche en mains. — Ce membre du gouvernement était Rochefort, dont c'est été le devoir d'être le premier à dévoiler l'infamie de ses collègues dans son journal.

Le lendemain, 31 octobre, Paris placardé d'affiches, apprenait *en même temps* et la capitulation de Metz — la nouvelle donnée par le « Combat » était donc vraie — et l'arrivée à Paris de M. Thiers chargé de propositions d'armistice.

La colère et l'indignation du peuple ne connaissent plus de bornes, partout retentit le cri : « nous sommes trahis ! nous sommes vendus ! »

Une foule immense se dirige vers l'Hôtel-de-Ville, guidée par de nombreuses délégations de la Garde Nationale et des réunions populaires — on demande l'armement général et sans exception, de tous les citoyens valides, la levée en masse et les élections communales déjà trois fois décrétées et trois fois ajournées — on crie : Vive la Commune! A bas Trochu !

A deux heures l'Hôtel-de-Ville est envahi et la déchéance du gouvernement Trochu, Jules Favre et consorts proclamée.

Une commissiou provisoire est immédiatement instituée.

***

Dans la réunion de la veille, il avait été convenu qu'on ne marcherait que le soir. Malgré les engagements pris, Flourens avait hâté le mouvement.

A l'annonce de ces évènements, je fis immédiatement battre la générale dans le douzième arrondissement.

Le 136e bataillon commandé par Eudes, avait ses bureaux dans le même local que mon bataillon, le 204e.

Nous attendions là que nos soldats fussent rassemblés.

Blanqui, debout à la fenêtre de la salle du rapport, regardait pensif on tapotant une marche sur les vitres, les hommes qui arrivent par petits groupes..

Au bout d'une demi-heure, les deux bataillons au grand complet, sont rangés en bataille en face de la mairie du onzième arrondissement.

Leur effectif compte 2500 hommes.

Blanqui toujours pensif et silencieux, plie lentement son chapeau de feutre, le met dans la poche de son pardessus, se coiffe d'un képi de commandant qui se trouvait sur son bureau et dit simplement : allons !...

Place du Château-d'Eau, aujourd'hui place de la République, un émissaire envoyé par l'Hôtel-de-Ville essaie de nous faire rétrograder en nous disant : « Tout est terminé — la nomination d'une Commune est décidée — la commission provisoire délibère, etc.

Sans tenir compte des avis de cet agent, nous continuons notre route au milieu des ovations populaires.

Plus nous approchons de l'Hôtel-de-Ville, plus la foule devient compacte : l'enthousiasme est indescriptible ! Le peuple comprend que l'ère des mensonges et des trahisons est finie, et que celle de la défense et des résolutions viriles commence ; partout éclatent les cris de : « Vive la Commune ! à bas Trochu ! » Il nous faut plus d'une heure pour aller de la caserne du Prince-Eugène à l'Hôtel-de-Ville.

Blanqui nous quitte pour rejoindre ses nouveaux collègues de la Commission provisoire. Je reçois l'ordre de prendre deux cents hommes pour occuper les appartements du premier étage.

La proclamation suivante est placardée sur les murs de Paris :

*6 heures du soir, 31 octobre.*

*Le gouvernement provisoire est dissous.*

*L'armistice est refusé.*

*La levée en masse est décrétée.*

*Les élections de la Commune auront lieu dans les quarante-huit heures.*

*La Commission provisoire, chargée de la défense nationale est composée des citoyens : Dorian, Blanqui, Millière. Flourens, Delescluze. Louis Blanc. Ledru-Rollin, Félix Pyat, Victor Hugo, Schœlcher.*

***

Avant notre arrivée à l'Hôtel-de-Ville, le 106e bataillon, composé de réactionnaires et de cléricaux, s'était introduit dans le palais par surprise et avait réussi à faire évader Trochu et Jules Ferry.

Le commandant et une certaine quantité d'hommes de ce bataillon étaient retranchés dans la portion des appartements faisant face au quai, espérant sans doute délivrer les autres membres du gouvernement retenus prisonniers.

L'ordre m'est donné de les faire sortir. Suivi d'une trentaine d'hommes, je me présente devant la porte de la salle dans laquelle ils étaient enfermés.

Je tiens à retracer cet épisode en entier, non pas pour faire parade de courage, mais pour rectifier certaines versions publiées pendant mon exil, et qui donnaient aux acteurs du petit drame que je vais raconter des rôles bien différents de ceux qu'ils y ont réellement joués.

La situation était donc la suivante :

D'un côté de la porte, nos hommes et moi, résolus à faire exécuter l'ordre qui venait de m'être donné.

De l'autre côté un silence inquiétant.

Avant de recourir à la force, que je ne voulais employer qu'à la dernière extrémité, je somme les réactionnaires d'ouvrir.

La réplique à ma sommation fut le commandement : « Chargez armes ! »

Cette réponse indiquait clairement que les moyens parlementaires ne suffiraient pas.

Je fis coucher mes hommes à la droite et à la gauche de la porte pour les mettre à l'abri de la bordée de coups de fusil qui attendait celui qui en opérerait la fracture ; et, m'armant d'un chassepot, je me suis mis à frapper à coups redoublés sous la serrure.

La réponse à mes coups de crosse fut, à l'intérieur, le commandement de : « Apprêtez armes ! » suivi du bruit sec des batteries que l'on armait.

A ce commandement succéda celui-là :

« Joue ! »

Le moment psychologique approchait, et, avant de continuer à attaquer la porte, je criai aux occupants de la pièce : « *Si vous n'ouvrez pas immédiatement, ou si un seul coup de fusil part, vous serez passés par les armes jusqu'au dernier.* »

Ces paroles eurent un effet magique, car, à peine avais-je recommencé mes coups contre la porte, que ses deux battants s'ouvrirent, comme poussés par un ressort.

J'entrai immédiatement, suivi par mes hommes et fis évacuer la salle.

Pendant que nous exécutions notre mission Trochu et Ferry avaient pu rejoindre Ernest Picard qui, n'étant pas venu à l'Hôtel-de-Ville, était resté libre.

Ils font battre la générale dans le faubourg Saint-Germain et rassemblent tous les bataillons cléricaux et légitimistes.

Ils télégraphient à Ducrot et Vinoy, dont les troupes entrent dans Paris, *laissant dégarnies des positions que les Prussiens auraient pu prendre cette nuit là, sans presque tirer un coup de fusil.*

A minuit, la place de l'Hôtel-de-Ville, ses abords, la rue de Rivoli et les quais étaient occupés par la réaction.

Des canons étaient braqués sur le Pont d'Arcole, l'avenue Victoria et les rues avoisinantes.

Les troupes, en colonnes serrées, sont massées de l'avenue Victoria à l'Arc de Triomphe de l'Etoile.

Vers trois heures et demie du matin l'Hôtel-de-Ville est envahi par les mobiles bretons venus par les souterrains communiquant avec la caserne Napoléon.

Flourens me fait part de la situation critique dans laquelle nous nous trouvions.

A l'intérieur du palais il restait à peine une poignée d'hommes, à part la compagnie que je commandais et qui gardait les appartements du premier.

Jules Favre, Garnier-Pagès, Jules Simon et le général Tamisier étaient gardés à vue.

Il s'agissait de délibérer sur le parti à prendre.

La convention suivante fut passée entre la Commission provisoire et les membres du gouvernement de la défense nationale.

1. Election de la Commune le mardi 1er novembre.

2. Réélection des membres du gouvernement provisoire le mercredi 2 novembre.

3. Séparation à l'amiable des deux pouvoirs siégeant à l'Hôtel-de-Ville, nulles représailles, nulles poursuites à l'occasion des faits accomplis.

A cet effet les membres de la défense nationale et les membres de la Commission provisoire sortiraient ensemble du Palais et se sépareraient après avoir passé dans les rangs des troupes rangées sur la place.

A quatre heures du matin Garnier-Pagès, Jules Simon et Jules Favre quittaient l'Hôtel-de-Ville par une issue et le général Tamissier donnant le bras à Blanqui et Flourens sortaient par la grande porte.

Je ralliai ma compagnie restée la dernière ; et, tambours battant et clairons sonnant, la fis défiler devant les régiments stationnés sur la place.

Nous étions fiers et heureux d'avoir sauvé la République, sans effusion de sang, obtenu les [illegible] de la justice, la levée en masse.

Le lendemain tout était changé !

Le gouvernement de la défense revenant sur la parole donnée, fit contredire les affiches apposées la veille.

Enfin, violant jusqu'au bout la foi jurée, des mandats d'amener furent lancés contre les principaux auteurs du 31 octobre. Quatorze arrestations furent faites.

Après quatre grands mois d'attente, les Conseils de guerre saisis de l'affaire, furent appelés à statuer.

Les inculpés étaient poursuivis sur les trois chefs d'accusation suivants :

1° Attentat dont le but était d'exciter à la guerre civile en armant et en portant les citoyens à s'armer les uns contre les autres ;

2° Séquestration arbitraire ;

3° Menaces sous conditions.

Pour obtenir une condamnation, l'accusation rappela au Conseil *que tous les inculpés avaient été les adversaires les plus implacables de l'Empire déchu...*

Tous les prévenus présents à l'audience furent acquittés.

ELIE MAY.

## M. LAURANCEAU

*Paris, 3 janvier.* — L'*Officiel* publie dans les termes suivants la nomination de M. Lauranceau, ancien préfet du Nord, à la Trésorerie générale du Gard, nomination que nous avions annoncée à nos lecteurs :

« Par décret du 16 décembre 1898, rendu sur la proposition du ministre des finances, M. André Lauranceau, ancien préfet, a été nommé trésorier-payeur général du département du Gard, en remplacement de M. Laurens, qui a été admis, sur sa demande, à faire valoir ses droits à la retraite et a été nommé trésorier-payeur général honoraire. »

On voit qu'il est, pour les fonctionnaires réactionnaires, des accommodements avec la Marianne !

## AU PAYS NOIR

### LE CONGRÈS DE CHARLEROI

En faisant connaître aux patrons charbonniers qu'*ils ne peuvent éviter le chômage* qu'en revenant à de meilleurs sentiments, l'ordre du jour du Congrès de Charleroi, les rassure sur les forces ouvrières, avec lesquelles ils ont à compter, en déclarant « que les houilleurs des quatre bassins sont invités à préparer les ressources nécessaires pour soutenir la grève. »

Si les mineurs du pays wallon pensent pouvoir prélever sur un salaire insuffisant pour vivre, les munitions destinées à faire triompher leurs légitimes revendications et avoir raison de la tyrannie capitaliste qui les opprime, ils commettent une profonde erreur. Ce n'est pas la veille du combat qu'il faut songer à s'organisor pour la défense de ses intérêts ; c'est surtout en temps de paix que les travailleurs doivent se prémunir en vue des luttes futures,

Les mineurs belges, ressentent le contre-coup de leur désunion. Si, derrière les nombreuses lettres de conciliation adressées aux géra nts des charbonnages, il se fût trouvé une armée solide de prolétaires convaincus de leurs droits et de leur force, « prêts à entrer en campagne au premier signal » point n'eût été besoin de se replier en attendant des renforts financiers qui feront défaut dès la bataille engagée.

C'est moins à l'aide de subsides que par l'union compacte des serfs de la mine que l'on peut résister aux prétentions des concessionnaires ; surtout, en ce moment de pénurie où une suspension de travail de huit jours mettrait en déroute toutes les industries qui ne peuvent fonctionner sans la houille.

Nos amis de la Belgique le savent. C'est pourquoi ils ont ajourné leur décision à quelques semaines afin de permettre à l'opinion publique d'envisager les responsabilités.

A l'abri de la misère, ayant pour eux l'armée et la magistrature, sans souci des ruines qu'ils créeront à côté d'eux, les directeurs de mines marchent d'un cœur serein à la bataille.

Qu'ils prennent garde de ne pas. acculer le pays à la révolution car, en persistant dans leur autocratie, ils ébranlent les bases du régime capitaliste.

Dans la région du Nord de la France, nous avons pu, d'accord avec les exploitants, éviter à notre pays les malheurs qui menacent les travailleurs, l'industrie et le commerce de la Belgique. Puisse notre exemple être suivi par nos voisins ! Il en est encore temps, malgré l'état d'acuité où en sont les pourparlers.

BASLY.

## NOS DÉPÊCHES
*(Par service téléphonique spécial)*

### CONSEIL DES MINISTRES

*Paris, 3 janvier.* — Les ministres se sont réunis ce matin, à l'Elysée, sous la présidence de M. Félix Faure.

**Le budget**

Le Conseil, après avoir procédé à l'expédition des affaires courantes, s'est entretenu de la discussion du budget qui doit s'engager devant la Chambre dans les premiers jours qui suivront la reprise des travaux parlementaires.

**Le prochain Conseil**

Les ministres ne tiendront pas jeudi matin leur Conseil de Cabinet habituel.

La prochaine réunion aura lieu vendredi prochain à l'Elysée.

### FERRERO BLESSÉ

*Toulon, 3 janvier.* — Le *Petit Var* annonce que notre ami le citoyen Ferrero, député du Var, est arrivé hier à Toulon. Un moment, on a craint qu'il ne pût faire le voyage.

Ferrero est très souffrant des suites d'un accident et le repos le plus absolu lui est recommandé.

Pendant une séance au Palais-Bourbon, il fut pris d'un accès de toux si violent qu'une veine du cou s'ouvrit. Inondé de sang, il reçut quelques soins immédiats et il fut transporté dans un appartement avec défense de parler et de bouger.

C'est donc en l'entourant de grandes précautions que le député a pu faire le voyage. Mais sa chambre doit être pour le moment rigoureusement consignée, pour éviter toute complication.

### DÉPART DE SAMORY POUR L'EXIL

*Paris, 3 janvier.* — M. Félix Dubois envoie de Kayes au *Figaro*, le récit suivant :

« Samory a été embarqué cet après-midi pour St-Louis. Ce départ avait été précédé, dans la matinée par une émouvante cérémonie au cours de laquelle le sort réservé au prisonnier lui a été signifié devant le palais du gouvernement.

» Toutes les troupes de Kayes, baïonnette au canon, avaient été disposées en carré. Tous les officier, les chefs des services publics, leur personnel et les colons avaient été convoqués. Une grande partie de la population noire, qui longtemps avait tremblé au seul nom de Samory, était accourue.

» A neuf heures, Samory, suivi de ses nombreux enfants et de ses conseillers, est amené par un piquet, baïonnette au canon. Les bailleurs qui le composent sont ceux-là mêmes qui ont capturé le dévastateur du Soudan et sa smala, il y a trois mois.

» Le lieutenant Jacquin, qui les commandait en cette circonstance, et le sergent Bratières, qui prit Samory de sa propre main, conduisent ce cortège qui pénètre et se range au centre du carré des troupes.

» Le moment est solennel. Spontanément, un grand silence se produit, tandis que l'on place Samory, seul, en avant de sa famille, face au perron du haut duquel va tomber son arrêt.

» De haute stature, droit, sec, Samory ne paraît pas un vieillard, ainsi que pourraient le laisser croire les longues années de brigandage qui l'ont rendu fameux. L'âge ne se trahit chez lui que par la barbiche blanche qui termine ses traits anguleux et durs.

» Les yeux sont vifs et cruels, la bouche est énorme, garnie, au surplus, de deux rangées de dents intactes, serrées, blanches comme neige : une bouche d'ogre. Un turban sombre surmonte la tête, laissant flotter quelques petits pans, à la façon bédouine.

» Pour vêtement, il porte la robe soudanaise blanche aux plis amples : aux pieds, des chaussettes rayées noir et rouge, et des souliers, le tout provenant des bagages d'officiers anglais auxquels il enleva jun fort l'année dernière, dans l'hinterland du Gold Coast.

» A peine en place, son œil court le long de la haie des baïonnettes. Emu, il appuie avec force sur un haut bâton de commandement, plaqué de cuivre.

» A ce moment le général de Trentinian paraît, en grand uniforme, au haut du perron. Il se détache, noir et rouge, sur les uniformes blancs de son état-major.

« A sa gauche se tient un ancien capitaine indigène, Mahmadou Racine, qui va remplir les fonctions d'interprète et traduire à mesure ses paroles. Alors le gouverneur du Soudan français laisse tomber d'une voix rude les phrases suivantes, clamées au loin par l'interprète :

» — Samory ! Tu as été le plus cruel des hommes qui se soient vus au Soudan ; tu n'as cessé pendant plus de vingt ans, de massacrer les pauvres noirs ; tu as agi comme une bête féroce. Toi et ceux qui sont les instruments de tous les supplices vous devriez périr de la mort la plus infamante, la plus terrible... »

Ce langage — tout à fait propre à frapper l'esprit nègre — a terrifié le groupe de Samory.

Moktar, l'un des fils, s'affaisse. Samory lui-même, à ce moment de l'allocution, donne une piètre idée du fond de l'homme. Ses traits naguère durs et énergiques, ont fondu dans un rictus pitoyable.

Le nègre droit et vigoureux de tout à l'heure semble maintenant une vieille négresse. Son haut bâton de commandement devient un tuteur indispensable. Il doit être persuadé qu'il va entendre maintenant l'arrêt de quelque supplice terrifiant, comme il en a tant ordonné jadis.

Le général de Trentinian reprend :

» Mais les braves Français qui t'ont fait prisonnier l'ayant promis la vie, ainsi qu'à tous les tiens, le gouvernement français, dans sa parfaite loyauté, a décidé que vous auriez la vie sauve et que vous seriez déportés sur une terre d'Afrique si lointaine qu'on y ignorera et ton nom et tes forfaits.

» Ton fils, Saranké Mory, et Merifidiam, ton principal conseiller, te suivront. Quant aux autres, on les placera dans nos postes du Sahel et du Nord, afin qu'ils puissent dire à tous ceux qui songeraient à imiter ton exemple que personne n'a jamais pu résister aux officiers et sous-officiers français, ni aux braves soldats noirs qui les suivent.

Tandis que le gouverneur s'éloigne, Samory et Saranké Mory, qui se sont ressaisis un peu dès les premiers mots de l'arrêt magnanime, veulent parler. Leur piquet les entraîne aussitôt et les ramène au campement, où est internée toute la smala.

### CES BONS BADINGUEUSARDS !

*Paris, 3 janvier.* — Les délégués des comités impérialistes se sont rendus récemment à Bruxelles pour y voir le prince Victor. L'un d'eux a rapporté de cette démarche les impressions suivantes :

» Très décidé à l'action, le prince est convaincu qu'aujourd'hui l'indifférence et le